

La santé au coeur de la marchandisation et ses dérives - 83

6 novembre 2018

L'Indecosa Var a initié en novembre 2018 une initiative publique sur le thème de la marchandisation de la santé et de ses dérives qui impacte dramatiquement chacun d'entre nous. Pour débattre de ces questions nous avons invité, entre autres, Christophe Prudhomme, médecin urgentiste mais aussi militant CGT qui a fait part de son expérience et ses propositions pour un meilleur service de santé pour tous.

EDITORIAL

L'actualité ne fait que renforcer le besoin débattre de cette question vitale pour les hommes et les femmes de ce pays : comment se soigner face au développement de la marchandisation de la santé et ses conséquences désastreuses sur la santé de chacun d'entre nous.

Le droit à la santé, constitue un droit fondamental, inscrit dans le droit international relatif aux droits humains. Il apparaît pour la première fois en 1946, dans la Constitution de l'OMS, qui stipule que : « *Bénéficiaire du plus haut standard possible de santé constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain* ».

Le préambule de notre constitution, lui, *garantit à tous, ... la protection de la santé*. Or, nous ne pouvons que constater que ce droit fondamental est sans cesse bafoué et que la déontologie, que l'éthique qui structuraient notre système de santé sont dévoyées par l'introduction de critères de rentabilité et de compétitivité qui sont incompatibles avec un système de santé qui respectent et prennent en compte les intérêts des malades. Notre système de santé, hier au service du bien-être des citoyens est attaqué de toutes parts.

La politique thérapeutique et médicamenteuse est au cœur de l'actualité et pointe la dégradation de notre système de santé.

Nous connaissons les dégâts organisés depuis des décennies par les divers gouvernements pour satisfaire l'idéologie libérale : le détricotage de la sécurité sociale, la fermeture d'hôpitaux de proximité, au nom d'une meilleure qualité des

soins, sont autant de coups portés à notre modèle social basés sur des solidarités actives et intergénérationnelles. D'ailleurs, le rôle de l'Agence Régionale de Santé n'est-il pas de gérer les hôpitaux comme des entreprises à but lucratif ? La suppression de milliers de postes de médecins et d'infirmiers a des conséquences désastreuses sur les conditions de travail des personnels et sur la vie des patients. L'hôpital public agonise. Parallèlement, le développement de l'automédication, la vente de médicaments en ligne et son cortège de sites illégaux et de médicaments falsifiés, la crise du Médiator, le gaspillage scandaleux du vaccin H1N1, les effets néfastes de certains médicaments comme les anti-cholestérol, les génériques dont on ne connaît pas les véritables conséquences sur la santé des gens, et plus récemment encore, les effets secondaires du nouveau Lévothyrox sur la santé de milliers de patientes, puis de l'Androcur et de la Dépakine qui provoquent des malformations, voire des morts, viennent une fois de plus démontrer que toutes ces dérives impactent notre santé.

Si cette situation est plus ou moins perçue par l'opinion publique, le rôle des industries pharmaceutiques reste relativement opaque et encore plus dangereux. Les firmes pharmaceutiques ont un objectif : *» Tout être bien portant est un malade en puissance«* . Cet objectif mercantile induit des dérives dans les politiques de santé et des prescriptions médicamenteuses.

Il nous a donc semblé intéressant de travailler ces questions à partir de la problématique du « médicament », pour mieux les appréhender. Et pourtant, le médicament maintient et sauve des vies, il est au cœur de notre système de santé.

Comment pouvons-nous alors être amenés à penser que certains médicaments sont dangereux, que leurs effets secondaires ne sont plus maîtrisés voire niés devant certains patients les décrivant ? Que s'est-il passé ? Pourquoi les avancées thérapeutiques de notre système de santé qui étaient fondées sur le progrès sanitaire et sur le bien être des patients ne répondent plus à ces objectifs ?

Les laboratoires pharmaceutiques ne se donnent plus, toujours par souci de rentabilité, tous les moyens indispensables et nécessaires pour tester leurs molécules avant leur mise sur le marché et cela concerne tous les médicaments et surtout les génériques que nous évoquerons ultérieurement.

La question doit être ainsi posée : que font les pouvoirs en place et les différentes administrations dont l'AMS, sensés encadrer le médicament ?

Les différents scandales auxquels nous assistons ces dernières années mettent en évidence le nécessaire renforcement des contrôles des administrations sur toute la chaîne du médicament. L'auto-contrôle des laboratoires par eux-mêmes ne peut

pas être une garantie suffisante de sécurité sanitaire. Ainsi, en aucun cas l'indépendance thérapeutique et la sécurité sanitaire du pays ne doivent pas être remises en cause.

De même, il n'existe aucune règle de transparence sur la fixation du prix des médicaments en France alors qu'elle existe dans d'autres pays et notamment aux USA. Les coûts de production doivent être transparents de façon à pouvoir pratiquer les prix au plus juste en pharmacies. Enfin qu'en est-il de la recherche, pour laquelle bon nombre de programmes de recherche fondamentaux sont financés à travers le bon vouloir des citoyens : Téléthon, Sidaction, Pasteur don.

Est-il normal que ce soit les citoyens et le monde associatif qui suppléent aux déficiences d'un système, alors que dans le même temps, les labos, qui engrangent des milliards, nous disent que la recherche coûte trop, qu'en France elle n'est pas rentable ? Ces chiffres doivent nous alerter là aussi, sur le budget global de l'industrie pharmaceutique, 20% vont au marketing, 25% aux actionnaires et seulement 15% sont consacrés à la recherche.

Voilà le contexte qui nous a conduit à initier cette journée de réflexion autour du médicament, de la santé des citoyens et de notre système de santé.

Accès aux diverses interventions de la journée :

1. [Introduction](#) à la journée sur « La santé au coeur de la marchandisation et ses dérives » et présentation des intervenants par Gérard Casolari, Indecosa CGT 83.
2. Présentation du [diaporama](#) sur « la dérive médicamenteuse et thérapeutique » par André Prone, Docteur ès sciences et Essayiste.
3. Le [coût du médicament](#) par Louis Peyren, Fédération CGT de la chimie, délégué à SANOFI.
4. L'impact du coût des médicaments sur la [Sécurité Sociale](#) par Jean Pierre Meyer, fédération CGT des organismes sociaux.
5. Résumé des [interventions](#) de Christophe Prudhomme, médecin urgentiste.
6. Les effets des [généralistes](#) par Arnaud Faucon, animateur santé à Indecosa CGT national
7. [Conclusions](#) par André Cheinet, Secrétaire Général Indecosa CGT 83.
8. [Clôture](#) de la journée par Martine Sellier, Présidente Indecosa CGT national.
9. [Photos](#)